

Division de la Promotion de la Femme
en collaboration avec le
Bureau de soutien et de coordination du CES

Département des Affaires économiques et sociales
Organisation des Nations Unies

**Projet de renforcement des compétences pour la
promotion de l'égalité des sexes en Afrique**

**Atelier sur le renforcement des compétences des
mécanismes nationaux par les TIC**

ADDIS ABEBA, ETHIOPIE
23 - 27 MAI 2005

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE : INTRODUCTION

1.1	Historique du projet	3
1.2	Objectifs de l'atelier	3
1.3	Participant-es	4
1.4	Méthodologie	5

DEUXIEME PARTIE : RESULTATS DE L'ATELIER

2.1	Discours d'ouverture	6
2.2	Genre et TIC : définition et enjeux	7
2.2.1	Concepts de bases	7
2.2.2	Le rôle des mécanismes nationaux	7
2.2.3	Identification des enjeux genre par pays	8
2.2.4	Genre et TIC : problématiques et enjeux	11
2.3	Utilisation des TIC pour le genre	13
2.3.1	Utilisation des TIC comme outils de développement et de promotion de l'égalité entre les sexes	13
2.3.2	Utilisation des TIC pour la collecte et la dissémination d'information : comment font les mécanismes nationaux ?	15
2.4	Intégrer le genre	15

Liste des annexes

1. Aide mémoire
2. Liste des participant-es
3. Programme de l'atelier
4. Questionnaire
5. Le rôle des mécanismes nationaux
6. Questions clefs pour intégrer le genre dans les politiques TIC
7. Comment les mécanismes utilisent-ils les TIC ?
8. Plans d'action pour intégrer le genre dans les politiques nationales des TIC
9. Stratégies pour intégrer les TIC dans les programmes des mécanismes nationaux
10. Propositions de sites Internet

Liste des abréviations

CEA

PREMIERE PARTIE : INTRODUCTION

1.1 Historique du projet

- a) Renforcer les compétences des mécanismes nationaux afin d'optimiser l'utilisation et les bénéfices de l'information, du savoir et des bonnes pratiques grâce à une utilisation plus efficace des TIC pour promouvoir l'égalité des sexes ;
- b) Développer des stratégies d'utilisation des TIC pour promouvoir l'égalité des sexes ainsi que pour produire et échanger des informations y étant liées;
- c) Renforcer les compétences des mécanismes nationaux afin d'influencer la formulation et la mise en oeuvre au niveau national des politiques sur les TIC issues du Sommet Mondial de la Société de l'Information (SMSI) ;
- d) Mettre en place un réseau électronique entre les mécanismes nationaux des pays participants afin de renforcer leur coopération et encourager l'échange d'information en diffusant régulièrement des informations sur les questions relatives aux femmes et au genre, y compris par le biais des médias électroniques et de l'Internet.
- e) Sensibiliser les représentants des mécanismes nationaux, en particulier les gestionnaires d'information, à l'utilisation des TIC pour améliorer la coopération, la gestion des connaissances et l'échange d'information.

Les résultats escomptés pour cet atelier étaient :

- L'identification de stratégies de développement des compétences institutionnelles d'utilisation des TIC ;
- La formation de représentants des mécanismes nationaux de pays d'Afrique occidentale aux aspects substantifs et institutionnels de l'utilisation des TIC ;
- La formation de représentants de onze pays aux aspects techniques de l'utilisation des TIC ;
- La conception d'un prototype de site Internet pour les mécanismes nationaux ;
- Le développement d'un cadre de réseau Internet des mécanismes nationaux.
- La capacité pour les mécanismes nationaux d'influencer les politiques et processus nationaux sur les TIC à partir d'une perspective de genre.

1.3 Participant-es

Les 11 pays suivants ont participé à la rencontre : Burundi, Cap-Vert, Comores, Congo, Djibouti, Gabon, Madagascar, Maroc, Rwanda, Sao Tomé et Príncipe et Tunisie. Ont aussi participé d nationaux- ne c 0al Tj -201.75 -12 TD -0.0408 Tc -943912 Tw (l'uomores,)222u6TD -0.04

DEUXIEME PARTIE : RESULTATS DE L'ATELIER

Cette partie du rapport résume les activités et les débats qui ont eu lieu pendant la rencontre.

2.1 Discours d'ouverture de l'atelier

Les discours d'ouverture ont été prononcés par la Secrétaire exécutive adjointe par intérim de la Commission économique pour l'Afrique, Mme Joséphine Ouedraogo et par la représentante de la Division pour la Promotion de la Femme des Nations Unies, Mme Roselyn Odera.

La Secrétaire exécutive adjointe a souligné

Encadré 1 : Pourquoi les TIC ?

La Commission de la Condition de la Femme (...) a souligné le rôle des TIC et des médias comme outils de développement et outils centraux à l'autonomisation des femmes. Ces nouveaux médias et TIC sont de plus en plus utilisés pour partager des connaissances, améliorer la participation de tous les membres de la société, augmenter la mise en réseau, donner une voix aux groupes marginalisés, organiser l'action politique, responsabiliser les populations, combattre la pauvreté et renforcer le développement économique. En plus de la question de l'accès des femmes à ces médias et ces TIC (...) se posent les questions des besoins en information des femmes et des contenus disponibles. (Source : Aide mémoire du projet)

2.2 GENRE ET TIC : DEFINITIONS ET ENJEUX

associations féminines sont soit livrées à elles-mêmes, soit dépendantes des bailleurs (Comores, Djibouti) ;

Des signes positifs...

- La planification du genre dans les budgets nationaux est une préoccupation de

Encadré 3 : La Toile de l'institutionnalisation (Claudy Vouhé)

Cet outil, développé par Caren Levy du Development Planning Unit (University College London) s'organise autour de quatre sphères. Le rôle des mécanismes nationaux dans les quatre sphères peut se résumer ainsi :

Dans la sphère de la citoyenneté le mécanisme national doit pouvoir favoriser :

- L'égalité entre les garçons et les filles, les hommes et les femmes
- L'élimination de toutes les discriminations
- L'égalité d'accès à la prise de décision au sein du ménage et dans la société civile

Dans la sphère politique, le rôle des mécanismes nationaux est de :

- Motiver un engagement clair de décideurs sur les questions de genre
- Obtenir des ressources pour des actions spécifiques ou globales pour le genre
- Créer des politiques spécifiques pour l'intégration du genre en cas de nécessité
- Rendre les politiques sectorielles sensibles au genre
- Suivre l'évolution de l'égalité femmes/hommes

Dans la sphère institutionnelle, le mécanisme national s'attache à :

- Promouvoir des procédures, y compris des indicateurs qui tiennent compte du genre
- Renforcer les capacités en genre du personnel
- Veiller à l'égalité des chances dans les institutions

Dans la sphère de la programmation et de la gestion des connaissances, le mécanisme national veille à :

- Inclure le genre dans les méthodologies et les théories/hypothèses de départ des programmes/projets sectoriels
- Mettre en place des programmes et projets spécifiques au genre
- Animer la recherche sur les questions de genre
- Diffuser des informations et des argumentaires en faveur de l'égalité femmes/hommes

En ce qui concerne les TIC, l'exercice a montré que les différents pays se trouvent à des niveaux différents. Le Rwanda fait figure de leader car le pouvoir politique est fortement engagé dans cette question en général et des réseaux de femmes participent à la démarche. En revanche, les autres pays n'ont pas (Comores) ou que peu (Gabon, Burundi) commencé à élaborer leur politique nationale concernant les TIC. Les mécanismes de promotion des femmes ont été très faiblement sollicités et impliqués dans ces processus jusqu'ici.

Dans la *sphère institutionnelle* (où s'observent les initiatives de renforcement des capacités et des procédures d'intégration du genre) les participant-es ont noté que les structures des mécanismes nationaux s'ouvraient de plus en plus à la société civile. Le partenariat est fécond tant que les pouvoirs publics (les mécanismes nationaux) et les ONG ne sont pas en concurrence face à des enjeux de financement. De nombreux projets de formation/sensibilisation sont menés, mais leur impact est difficile à évaluer. Presque tous les pays ont des difficultés à trouver des consultant/es nationaux capables d'accompagner la mise en œuvre des programmes sectoriels, y compris dans le secteur des TIC.

L'utilisation des nouvelles TIC par les institutions de développement, notamment les mécanismes nationaux, reste faible (la situation est meilleure au Maroc, en Tunisie et au Rwanda).

Finalement, les participant-es se sont penchés sur la *sphère de la programmation et de la gestion des connaissances* pour commenter l'état de la recherche et la mise en œuvre des programmes de développement et de genre. Là, des problèmes importants de collecte de données se posent, déficit qui influence négativement la gestion des programmes, qui, de fait, ne disposent pas de points de comparaison. Des disparités importantes existent entre le discours « transversal » et la méthode. En effet, il est évident que de nombreux mécanismes nationaux (Djibouti, Comores) continuent, faute de moyens, de volonté politique et de stratégies, à mettre en œuvre des « petits » projets dans une logique « Intégration Femmes et Développement », même s'ils touchent des thèmes extrêmement pertinents pour les femmes, comme la violence domestique (Comores) ou l'alphabétisation (Djibouti).

Dans le domaine des TIC, notamment des nouvelles TIC, la plupart des pays souffrent d'un important déficit de recherche, et donc de données. Alors que la production de données augmente dans les pays anglophones, le réseau Régentic du Sénégal est un des rares instruments francophone investi dans cette problématique au niveau de la recherche. Néanmoins, dans leur majorité, les mécanismes ne connaissent pas ces ressources.

La surcharge de travail des femmes africaines, entravant leur l'accès aux TIC et à la formation dans ce domaine, soulève deux questions: comment libérer du temps pour les femmes afin qu'elles se familiarisent avec les TIC? Comment utiliser les TIC pour réduire la charge de travail des femmes? Ces questions restent pour l'instant sans réponse, au niveau politique comme au niveau pratique. Face à cette réalité, il est évident que le fossé numérique entre les femmes et les hommes risque d'aggraver les discriminations existantes. Par exemple, l'écart entre les femmes et les hommes dans l'accès à l'information et aux facteurs de production risque d'être accentué si les femmes n'ont pas autant accès que les hommes aux nouvelles initiatives de « e-commerce ».

L'analphabétisme est aussi ressenti comme un frein à l'utilisation de certaines TIC par les femmes. Cependant, pour certains participants cet argument peut être utilisé comme une excuse pour retarder l'accès des femmes aux TIC. Il est en effet toujours possible de trouver un intermédiaire : l'expérience montre que les femmes trouvent toujours quelqu'un pour les aider à accéder aux contenus (journaux ou Internet) qui les intéressent. La forte présence de femmes non éduquées dans les cybercafés au Cameroun (70% selon une étude récente) démontre que l'analphabétisme n'est pas forcément un obstacle. La question est en réalité de voir comment utiliser les TIC pour réduire l'analphabétisme des femmes, et surtout comment développer des TIC non élitistes dont l'utilisation ne requiert qu'un niveau basique d'alphabétisation. A partir de l'expérience des ateliers précédents, des exemples de TIC appropriées ont été mentionnés: par exemple, en Uganda, un Cd-rom interactif vocal (il n'est donc pas nécessaire de savoir lire pour s'en servir) et en langue locale permet aux femmes de se former pour créer ou améliorer leurs petits commerces.

Plus que le niveau d'éducation des femmes/filles, le problème réside pour certains dans le manque de contenus pertinents sur le genre et pour les femmes dans les TIC « classiques », notamment l'Internet. Qui plus est, de façon croissante et en relative impunité, des images dégradantes (pornographie) et des usages mafieux de l'Internet (pour la traite des femmes) vont à l'encontre de tous progrès vers l'égalité des sexes.

En ce qui concerne les opportunités d'emplois dans le secteur des TIC, il est évident que les femmes sont pour le moment marginalisées, même si le nombre de diplômées augmente dans ce secteur. Au Sénégal par exemple, le personnel féminin des « télé centres/call centres » est peu formé, et donc peu payé. Cependant, des opportunités accompagnent aussi de nouvelles formes de travail dans ce secteur, comme le télétravail (travail à distance, à domicile). Mais si cette forme de travail permet aux femmes (et aux hommes) de combiner travail reproductif et productif, elle contient aussi le risque d'isolement, de précarité, de sous protection sociale et de renforcement de la tendance à associer les femmes à la maison et aux enfants.

Finalement, on observe une hiérarchie forte entre les femmes et les hommes dans le secteur professionnel des TIC, y compris dans les médias. Ce constat s'est retrouvé dans tous les ateliers sous-régionaux de ce projet : les hommes occupent les postes de prise de décision et de création des outils et des contenus. Les femmes exécutent et utilisent, ou se voient confiées les secteurs et les thèmes étiquetés « femmes », comme la santé ou l'éducation. Outre l'inégalité face à l'emploi que cette situation révèle, le peu de femmes au pouvoir dans le domaine des TIC limite la production de contenus pertinents pour les femmes.

2.3 UTILISATION DES TIC POUR LE GENRE

Après avoir abordé les causes et conséquences de la fracture numérique de genre, les représentants des mécanismes nationaux se sont penchés sur la pertinence et la valeur ajoutée de l'utilisation des TIC dans les programmes de promotion de l'égalité des sexes.

2.3.1 Les TIC comme outils de développement et de promotion de l'égalité entre les sexes

Il a tout d'abord été convenu qu'il était souhaitable de considérer les TIC classiques (radio, TV, presse écrite) au même titre que les nouvelles TIC afin de ne pas limiter la réflexion à l'usage des ordinateurs et de l'Internet et de parer à la tendance du « tout numérique ». Ceci est particulièrement important dans des contextes où les infrastructures, la connectivité, les ressources (humaines et matérielles) font encore défaut pour le développement des nouvelles technologies. Dans la plupart des pays présents, les TIC classiques continuent à jouer un rôle prépondérant dans les programmes d'information, d'éducation et de communication.

Une présentation/débat et un film (*Justice de genre*, Sénégal) ont permis de se pencher de plus près sur différentes initiatives pour promouvoir l'égalité entre les sexes grâce aux TIC, tels que des projets de formation en TIC des femmes dans le secteur des médias, et des initiatives de promotion de l'information citoyenne (par exemple implication des femmes dans la création et la gestion des cybercafés). La protection des savoir-faire féminins est aussi apparue comme un élément important. Par exemple, les compétences et techniques maîtrisées par les femmes qui créent des pagnes en batik au Sénégal peuvent être protégées en publiant leurs œuvres sur l'Internet.

Les TIC n'étant que des « outil » au service d'objectifs, les « 4C »⁴ offrent un cadre pour mieux planifier l'usage de ces technologies en fonction des besoins des utilisateurs et des publics auxquelles elles sont destinées. L'analyse des TIC dans le cadre des 4C permet de combiner des considérations techniques et sociales/humaines lorsqu'un diagnostic et/ou une stratégie sont développés. Les 4 C correspondent à :

- Connectivité
- Capacités
- Contrôle
- Contenus

Afin que les TIC servent aux femmes et à la promotion de l'égalité entre les sexes, il est nécessaire de les démystifier : souvent, un langage volontairement compliqué et technique est utilisé, qui effraie les néophytes, notamment les jeunes filles et les femmes. La démocratisation des TIC – en termes de langage mais aussi de choix technologiques et infrastructurels – relève selon certains d'une volonté politique qui n'est pas encore à l'ordre du jour dans la plupart des pays. Pourtant, il existe des solutions pour démocratiser les TIC et les rendre abordables (économiquement et en terme de contenu) au plus grand nombre, y compris aux femmes (par ex. les logiciels libres qui s'avèrent plus simples, démocratiques, durables et moins chers). Des outils de formation aux TIC ont aussi été testés et sont largement diffusés. Néanmoins, dans leur majorité, les mécanismes ne connaissent pas ces ressources.

Les participant-es ont reconnu que les TIC peuvent être utilisées pour le meilleur (promotion des droits des femmes) ou pour le pire (pornographie). La technologie évolue vite, le monde se numérise, et tous les pays ont le droit, le potentiel et des avantages à tirer de leur participation à la société de l'information. Mais de réels enjeux politiques existent : limiter la dépendance africaine vis-à-vis des multinationales de l'information et des télécommunications, se doter de technologies appropriées, favoriser la compétitivité des produits africains, améliorer la connectivité interafricaine, former les Africain-es à la maîtrise d'outils appropriés, etc. En outre, la valorisation des cultures et savoirs africains passe par la création de logiciels africains dont la conception pourrait être source d'emplois, notamment

⁴ Ce cadre d'analyse a servi à la réalisation d'une étude sur « Femmes et fracture numérique » (2005) réalisée par le réseau Regentic au Sénégal dans six pays francophones : Bénin, Mali, Burkina Faso, Cameroun, Mauritanie et Sénégal. Voir <http://www.famafrique.org/regentic/accueil.html>

pour les femmes. Autant de défis qui comportent une dimension de genre. Les axes concernant l'accès des femmes aux TIC et à la formation (pour qu'elles deviennent des professionnelles du secteur ou simplement des utilisatrices) devraient être privilégiés.

L'enjeu des présentations était double: faire connaître aux mécanismes nationaux différents projets liés à l'« Initiative de la société de l'information en Afrique » (AISI) soutenue par la CEA (encadrés 5 et 6) et réfléchir à la prise en compte du genre dans ces projets⁸.

2.4.1 SCAN ICT et NICI : présentation des projets

Le projet SCAN ICT⁹ vise à recueillir des données sur les TIC dans les différents pays de l'initiative AISI. La matrice des indicateurs n'a pas initialement intégré la dimension genre. Bien que des femmes et des associations féminines aient été invitées à participer aux groupes de travail, elles ont rarement eu la possibilité de contribuer réellement. Avec le recul, les experts TIC qui ont mené cette première étape pensent que le lien entre genre et TIC n'a pas été suffisamment explicité pour susciter l'intérêt de ces actrices. Le projet a suivi, à ses débuts, une démarche très technique axée sur les infrastructures des TIC, plus que sur les usagers. Cette lacune a été détectée lors de l'évaluation de la phase pilote. Le fait que le genre ne soit pas perçu comme

Encadré 5 : AISI et NICI – des Initiatives pour la société de l'information

En mai 1995, la Conférence des Ministres de l'Information et de la Communication de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a adopté une résolution intitulée « Créer une autoroute africaine de l'information » pour établir un agenda de la société de l'information. Un plan d'action connu sous le nom de « Initiative de la société de l'information en Afrique » (AISI) a été adopté par la Conférence des Ministres de la CEA et le Sommet des chefs d'États et de gouvernement africains.

L'AISI prône l'élaboration d'un plan d'infrastructure nationale d'information et de communication (NICI) dans chaque pays africain. Le plan NICI doit s'appuyer sur les priorités nationales de développement que sont la santé, l'éducation, la création d'emplois, la sécurité alimentaire, la mise en valeur des terres, l'eau, la gestion de la dette, le développement industriel, le commerce et le tourisme. L'AISI entend favoriser la coopération régionale entre les pays africains pour les amener à échanger des informations sur leurs expériences réussies et appuyer le développement régional dans le contexte des TIC. L'élaboration de plans et de stratégies NICI est l'un des programmes les plus importants que soutient l'AISI pour le développement durable d'une société de l'information en Afrique. On peut définir les plans et les politiques contenus dans ce cadre comme étant «

Méthodologiquement, les indicateurs utilisés jusqu'à présent ont privilégié l'équipement *e-readiness* (mesure du nombre de radio, TV, ordinateurs etc....), l'utilisation *e-usage* pour compter le nombre d'habitants possédant/ayant accès à des TIC, et l'impact sur le développement *e-impact*. Ces indicateurs ne sont pas désagrégés par sexe et n'attirent pas l'attention sur les différences et inégalités liées au genre, c'est-à-dire la fracture

dans les instances internationales (comme la CEA), les gouvernements et la société civile. Actuellement, ce partenariat n'existe pratiquement pas, ce qui explique en partie la très faible prise en compte du genre dans l'initiative AISI jusqu'à présent.

Au niveau national, il semble que jusqu'à présent, les mécanismes nationaux n'aient

d'action à suivre. Pour les spécialistes en genre, l'exercice a confirmé qu'il n'était pas nécessaire d'être expert en TIC pour faire une lecture genrée d'une politique dans ce secteur.

2.4.4. TIC et politique : le SMSI¹³

Deux présentations en fin d'atelier ont porté un éclairage critique genré sur le SMSI, ses origines, ses résultats et sur la participation des pays africains. Il est ressorti de ces deux présentations que :

- Le secteur des TIC est éminemment économique (situation de monopole dans de nombreux pays, notamment de mt p5726 Tc e mona351cet/ou grand Tj 1ertpri51sud-299.250D

Certaines participantes ont rappelé les vains efforts du Caucus Genre pour être entendu à Genève, ce qui doit être gardé à l'esprit pour contrecarrer l'argument que le genre n'a pas été entendu parce que les organisations le portant étaient absentes ou mal organisées¹⁵. Dans certains pays, c'est l'état des relations entre les gouvernements et la société civile en général qui a mené à cette situation. Concernant le genre spécifiquement, les responsables parlent d'exclusion du genre par « ignorance » plus que par « mauvaise volonté ». La question est désormais de savoir si l'ignorance des responsables peut être levée et comment la société civile et les acteurs « genre » seront entendus lors de la deuxième édition du sommet qui aura lieu à Tunis en novembre 2005.

Les responsables des TIC ont encore besoin d'être conscientisés sur la dimension genre de la gouvernance de l'Internet et sur d'autres aspects de la société de l'information. Il est donc essentiel que les acteurs du genre continuent leur plaidoyer sur les enjeux et implications des TIC pour les femmes et l'égalité entre les sexes. Il s'agit de trouver des points d'entrée stratégiques pour la prise en compte du genre dans les TIC et pour l'intégration des TIC dans la lutte pour l'égalité des sexes. Les mécanismes nationaux ont un rôle de veille important à jouer dans ces opérations, en coopération avec la société civile. La société civile a fait des propositions concernant l'intégration du genre dans le SMSI, mais elles sont perçues comme extérieures aux décisions des gouvernements, qui restent les principaux décideurs dans ce processus. Il est donc important que les mécanismes s'impliquent car, contrairement à la société civile, ils font partie du gouvernement et peuvent influencer de l'intérieur.

2.5 LE GENRE DANS LES INITIATIVES REGIONALES ET INTERNATIONALES

s () Tj 810 Tc 0.068 Tw () Tol'i19 -0.008r l'égaD 0 Tc 0864 Tw (80,7.25 payes sont p -0imp) Tj 78 0 6
onti7rssl'i51ciddt per726xtNREcmarqunscie,dt pu SMp(REGIONALES ET5e98ld0 243 0 Tow (2.5) Tj

agir (Maroc). On rencontre aussi des problèmes au niveau des processus d'information. En règle générale, les mécanismes nationaux déplorent le manque de transparence des processus associés à ces initiatives (qui est vraiment consulté, qui représente la société civile?) et signalent que l'approche participative affichée a pourtant écarté les défenseurs du genre.

La discussion a aussi mis en évidence qu'il était problématique pour la majorité des mécanismes nationaux d'intervenir au niveau des politiques, y compris pour influencer les processus de mise en place des Cadres Stratégiques de Lutte contre la Pauvreté (niveau national) et/ou les initiatives liées au Nepad et aux OMD au niveau national, régional et international. Le problème est circulaire, car les gouvernements attendent des mécanismes qu'ils résolvent la question du genre dans ces initiatives, sans leur en donner les moyens. Parallèlement, les experts internationaux et nationaux recrutés pour travailler sur ces processus sont rarement compétents en genre. Dans certains pays cependant, les données recueillies font intervenir le genre parce que les mécanismes statistiques sont techniquement déjà impliqués dans la désagrégation (au Burundi par exemple).

En ce qui concerne les OMD, les mécanismes sont conscients de la marginalisation du genre, principalement réduit à l'Objectif 3. Par ailleurs, des expériences montrent déjà que le processus de suivi des OMD ne favorise pas la création de partenariats stratégiques entre acteurs. En effet, il arrive que les mécanismes reçoivent la responsabilité de commenter seulement les résultats de l'Objectif 3. C'est le cas du Cap Vert, qui a suivi un processus participatif avec une multitude d'acteurs pour préparer le rapport concernant cet objectif, mais sans lien avec les acteurs des autres objectifs. Or, la question de savoir comment gérer le genre dans les autres objectifs est cruciale. La mise en place de points focaux est toujours possible, mais ont-ils les compétences et la capacité d'influencer les processus liés aux autres objectifs, dans le cas des OMD ? Dans certains pays (Sao Tomé et Príncipe par exemple), l'instabilité politique et les changements de personnel incessants rendent inefficace toute tentative de renforcement des capacités en genre organisée par les mécanismes envers les points focaux

La notion de « partenariat stratégique » est souvent revenue dans la discussion. En effet, outre les alliances indispensables au niveau national entre les associations de la société civile et les mécanismes, il est important de réfléchir à des alliances transnationales, y compris avec des acteurs leviers au sein des Institutions qui portent les CSLP/DRSP (Banque Mondiale) et les OMD (PNUD). L'évaluation des OMD prévue pour décembre 2005 devrait être saisie par les mécanismes nationaux et la société civile. Il s'agira, selon un participant, de trouver des formules « non paralysantes » pour faire passer les messages.

Concernant le Nepad, un participant a fait remarquer que les inégalités subies par les femmes étaient entrain de devenir « la lourde dette des pays africains ». De l'avis des participantes qui ont suivi le processus de mise en place du Nepad, la société civile n'a pas été sollicitée, et on ne trouve dans les gouvernements que peu de femmes qui auraient pu porter le thème ... Pour certains pays (Sao Tomé et Príncipe), le manque de communication en interne (ceux qui assistent aux réunions du Nepad ne passent pas l'information) fait partie du problème. Néanmoins, des militantes du genre¹⁷ ont interpellé les acteurs du Nepad, et ceux-ci envisagent aujourd'hui une meilleure intégration du genre dans cette initiative, en écho aux efforts faits pour l'Organisation de l'Union

d'équipement informatique. Mais le vrai manque est celui de contenus pertinents (et en français) sur la relation entre ces initiatives régionales et le genre. Les possibilités qu'offrent les TIC, autant pour communiquer vers le haut (politiques) que vers le bas (citoyen-nes) et horizontalement (institutions/partenaires), sont encore mal connues.

2.5.2 Mesurer l'égalité entre les sexes: Indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique¹⁹

La CEA, à travers son Centre Africain pour le Genre et le Développement (CAGED), a présenté aux participant-es son initiative pour la collecte d'informations en Afrique sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. L'Indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA) a pour but de mesurer dans chaque pays les écarts entre les hommes et les femmes ainsi que l'effort gouvernemental pour la promotion des femmes. Son but n'est pas de comparer les pays entre eux mais d'offrir une plateforme commune pour apprécier les progrès sur le terrain en tenant compte du contexte particulier à chaque pays. L'IDISA a également pour objectif pour la collecte d'informations sur les hommes et les femmes en Afrique.

Un des objectifs de l'atelier étant de sensibiliser les mécanismes nationaux à l'usage des TIC, une composante pratique a été introduite dans le programme. Pendant plusieurs séances, les représentant-

- Les participant-es ont été inspiré-es par les films projetés sur l'usage des TIC par les femmes et souhaiteraient avoir plus d'information sur l'expérience sénégalaise, notamment sur les centres de formation avec cybercafés pour les femmes et les jeunes.

TROISIEME PARTIE: STRATEGIES DE RENFORCEMENT DES LIENS ENTRE GENRE ET TIC

Cette section du rapport présente les stratégies et plans d'action qui sont les résultats des travaux de groupe ayant pour but de définir des pistes d'actions pour les mécanismes nationaux des différents pays.

3.1 Plans d'actions par pays pour intégrer le genre dans les politiques TIC

A partir d'un questionnaire sur la situation actuelle des relations entre TIC et genre au niveau macro dans son contexte national, chaque mécanisme national a proposé trois actions stratégiques pour remédier à la faible prise en compte du genre dans les processus de formulation et dans la mise en œuvre de la politique nationale des TIC dans son pays. Les plans d'action se trouvent en annexe 8.

Parmi les 11 mécanismes présents, six ont dit ne pas connaître le contenu de la politique nationale des TIC de leur pays (Burundi, Cap Vert, Comores, Djibouti, Gabon et Tunisie). Pour ces pays, il s'agit avant tout d'identifier les principaux acteurs et processus dans ce domaine et de réunir des données qui permettront de les influencer pour une prise en compte du genre. Deux pays n'ont pas encore de politique des TIC (Sao Tomé et RDC). Les mécanismes de ces pays ont donc choisi le plaidoyer auprès des instances qui se chargeront de cette politique à plus ou moins long terme. Pour ce faire, des données doivent être collectées sur les besoins et les usages des TIC selon le genre. Les mécanismes vont aussi chercher à faire partie des équipes, groupes de travail et de coordination, etc. qui seront certainement mises en place dans le futur. Deux mécanismes seulement étaient informés du contenu de la politique des TIC et ont réfléchi aux moyens de l'améliorer dans une perspective genre (Madagascar et Maroc). A leur niveau, il s'agit d'accélérer le partage de données sur la dimension genre des TIC et de proposer des projets concrets pour tirer partie de cette politique. Par exemple, le Maroc envisage de lancer un projet TIC pour soutenir une campagne contre les violences faites aux femmes.

En résumé, la plupart des plans d'action reconnaissent la nécessité de disposer de plus de données désagrégées sur les différences et les disparités de genre dans les besoins et dans l'usage des TIC. En conclusion, la recherche, mais aussi le plaidoyer et la mobilisation des décideurs des TIC en faveur du genre, sont les pivots des plans d'action.

3.2 Intégration des TIC dans des programmes des mécanismes nationaux

Les mécanismes nationaux ont aussi élaboré des stratégies pour une utilisation plus efficace des TIC dans leurs propres programmes (les résultats de ces travaux sont en annexe 9). *La Toile de l'Institutionnalisation* a servi de cadre pour la définition de ces actions et des groupes cibles.

Globalement, il est ressorti que les TIC pouvaient aider les mécanismes à viser, dans les sphères politiques et institutionnelles, deux groupes en particulier:

- *Sensibiliser les décideurs* à la problématique genre dans tous les domaines: les mécanismes nationaux doivent se munir d'arguments forts pour démontrer la plus-value de l'approche genre. Plus spécifiquement, cela signifie que la recherche devra s'intensifier pour démontrer que les TIC sont utiles pour la promotion transversale de l'égalité entre les sexes dans tous les secteurs ;
- *Renforcer les points focaux genre* : les mécanismes nationaux souhaitent aussi utiliser l'informatique et l'Internet notamment pour mettre en réseau les acteurs impliqués dans le genre (y compris les points focaux genre et les associations de femmes). Ceci implique une formation en TIC de ces acteurs et l'achat d'équipement. Dans les discussions, les mécanismes nationaux ont été mis en garde contre la tentation d'organiser eux-mêmes ces formations et de fournir ces

équipements sur les budgets (déjà limités) des mécanismes nationaux au lieu d'avoir recours au budget des TIC, même si cela peut paraître à première vue plus rapide à mettre en œuvre.

Les pays vont chercher à créer des synergies entre les domaines TIC et genre au niveau politique et programmatique, y compris avec les ONG. Si les TIC traditionnelles restent partie prenante des stratégies (TV, radio), l'utilisation de TIC plus modernes, notamment la vidéo, l'Internet, l'informatique et les CD roms est prévue. Les participant-es ont reconnu leur besoin de formation et d'acquisition de connaissances sur les possibilités offertes par les TIC.

3.3 Elaboration d'un prototype de site Internet

Un des buts des rencontres organisées par la Division de la Promotion de la Femmes de Nations Unies avec les mécanismes nationaux est de constituer un réseau de mécanismes nationaux de toute l'Afrique et de créer un portail Internet les regroupant. Pour préparer cette initiative, les participant-es ont travaillé à l'élaboration de prototypes lors des travaux pratiques. Une présentation des différentes étapes d'élaboration d'un site Internet a d'abord été faite. Elle a insisté sur la phase de conception qui est une phase participative, continue et d'une importance capitale dans la mesure où toutes les personnes concernées doivent y participer pour décider des contenus, de l'ergonomie, des ressources humaines, matérielles et financières et du suivi. Une série de questions a ensuite été élaborée pour guider les travaux des groupes.

Cet exercice a permis d'expliquer aux participant-es des notions techniques telles que hébergement, référencement, positionnement, mise à jour, ergonomie, fidélisation, etc. Les résultats de ces travaux sont en annexe 9.

3.4 Mise en réseau des mécanismes nationaux

Les participant-es ont décidé de ne pas se joindre aux listes créées lors des autres ateliers²⁰ et de créer une liste «genreaddis». Celle-ci sera hébergée par la CEA et sera gérée dans un premier temps par une équipe mixte Maroc/Tunisie.

²⁰ Les participants des ateliers précédents sont regroupés au sein de deux listes : une liste francophone mnggenre@apc.africanwomen.org et une liste anglophone windhoekmngnet@apc.africanwomen.org

QUATRIEME PARTIE : CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les technologies de l'information et de la communication, notamment les nouvelles TIC qui se développent massivement, sont en passe de devenir un facteur de discrimination supplémentaire pour les femmes et les filles dans de nombreux pays. Les mécanismes nationaux ont un rôle important à jouer pour garantir que ce phénomène soit endigué, mais ils ne peuvent jouer ce rôle seuls car ils n'en ont ni le pouvoir ni les moyens.

La relation entre genre et TIC, au niveau des mécanismes nationaux, doit être abordée sous plusieurs angles, en distinguant la finalité et les moyens :

1. Réduire la fracture numérique de genre

Faire participer les femmes à la société de l'information n'est pas un but en soi. C'est une stratégie dont la finalité est de permettre aux femmes et aux hommes de bénéficier du développement et d'y participer de façon égale. Les TIC sont des moyens au service de cet objectif et de cette stratégie. Il est donc essentiel, dans cette optique, de ne pas focaliser le débat et les solutions sur la question de l'accès aux TIC comme si elle était une fin en soi. Toutefois le secteur des TIC se caractérise de plus en plus par la « fourniture » d'outils et d'infrastructures et de contenant plus que de contenu, la mise en place d'une machinerie complexe que les femmes ont souvent du mal à maîtriser, pour diverses raisons socio-économiques. Le contenu et sa possible contribution à l'égalité entre les sexes n'est objet de débats qu'entre les expertes et militantes du genre et des TIC. Les questions clés sont pourtant de savoir qui définit, gère et formate ce contenu, quels rôles jouent les femmes et les hommes dans sa production, quel impact a le contenu sur les femmes et les hommes, etc.

L'information est de plus en plus définie comme un droit universel. Pour que les femmes en jouissent, la fracture numérique de genre ne peut être limitée, comme c'est souvent le cas, aux différences d'accès aux outils et à la formation en TIC. La réduction de cette fracture passe avant tout par la mise à disposition de moyens techniques pertinents pour les femmes, la production de contenus adaptés et non discriminants à l'encontre des femmes et la mise en place de cadres législatifs porteurs pour l'égalité entre les sexes dans le secteur, y compris dans le partage des décisions.

2. Enclencher une dynamique de transformation du secteur des TIC pour une meilleure prise en compte du genre

La fracture genre/TIC la plus importante se situe au niveau des politiques. En effet, la plupart des pays africains sont en train de développer des initiatives nationales qui vont conditionner le développement des TIC et, par ricochet, le développement lui-même en Afrique pour les prochaines décennies.

Des initiatives mondiales sont en cours (SMSI, initiatives AISI)

sur la contribution des femmes au développement de TIC pertinentes pour elles-mêmes et dans leur contexte. Les mécanismes doivent donc acquérir des exemples locaux, nationaux ou internationaux pour étayer leurs propos. En particulier, il est impératif que les mécanismes nationaux puissent développer des argumentaires et soutenir des initiatives pour favoriser l'émergence de contenus pertinents pour et par les femmes, sensibles aux questions de genre, en langues locales, et dans des formats et à des coûts accessibles aux femmes.

Les mécanismes nationaux sont des acteurs critiques dans la recherche de l'égalité de genre dans le secteur des TIC, mais ils ne peuvent agir seuls. Bien souvent les mécanismes nationaux ne disposent pas de suffisamment de données pertinentes et de données agrégées sur les inégalités entre les sexes dans le secteur des TIC : Il faut mener un travail de recherche, de formation et de plaidoyer sur les intersections entre les questions de genre et les TIC.

Dans la plupart des cas, la société civile joue un rôle prépondérant dans la mise en œuvre de ces initiatives. Les mécanismes devraient donc engager des démarches volontaristes pour créer des synergies entre et avec les acteurs de la société civile qui sont critiques dans le développement des TIC.

atout de taille à faire valoir dans leur recherche de synergie avec le secteur des TIC. En effet, ils ont collectivement accumulé une expérience dans le domaine du *mainstreaming* depuis la conférence de Beijing. Or, les TIC sont de plus en plus propulsées comme un thème transversal qui doit infiltrer tous les secteurs du développement. Il est donc tout à fait opportun pour les mécanismes de mettre leur expérience en avant pour proposer des réflexions et des démarches méthodologiques sur le *mainstreaming* de ce nouveau secteur que sont les TIC.

Annexe 1 : Aide mémoire

**DIVISION DE LA PROMOTION DE LA FEMME
BUREAU DE SOUTIEN ET DE COORDINATION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DES NATIONS UNIES
DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES**

Développement de compétences pour la promotion de l'égalité des sexes dans les pays d'Afrique

Atelier sur le renforcement des compétences des mécanismes nationaux par le biais de l'utilisation efficace des TIC

I. Introduction

LA DIVISION DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET LE SECRETARIAT DU GROUPE DE TRAVAIL DES NATIONS UNIES SUR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC) AU SEIN DU BUREAU DE SOUTIEN ET DE COORDINATION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DES NATIONS UNIES DU DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES DES NATIONS UNIES, AINSI QUE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE, COLLABORENT A L'ORGANISATION D'UN ATELIER POUR LES REPRESENTANTS DE QUATORZE MECANISMES NATIONAUX POUR LA PROMOTION DES FEMMES EN AFRIQUE. CET ATELIER IDENTIFIERA DES STRATEGIES COMMUNES POUR LE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES INSTITUTIONNELLES DE PROMOTION DE L'EQUALITE DES SEXES PAR LE BIAIS DE L'UTILISATION EFFICACE DES TIC, ET DEVELOPPERA UN RESEAU INTERNET DE MECANISMES NATIONAUX. CETTE REUNION DE CINQ JOURS POUR DE HAUTS RESPONSABLES DES MECANISMES NATIONAUX COMPRENDRA UNE FORMATION POUR DES EXPERTS ET GESTIONNAIRES OU SPECIALISTES DE L'INFORMATION DE CES MECANISMES NATIONAUX CONCERNANT L'UTILISATION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC) POUR LA GESTION DES CONNAISSANCES ET L'ECHANGE D'INFORMATIONS. LES PARTICIPANTS DU GROUPE DE TRAVAIL DES NATIONS UNIES SUR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC) SONT EGALEMENT INVITES.

L'atelier se déroulera à Addis-Abeba (Ethiopie), du 23 au 27 mai 2005. Les pays suivants sont invités à participer 3464

La Commission de la Condition de la Femme, à l'occasion de sa quarante -septième session, a considéré le rôle des TIC par rapport à l'égalité des sexes. La discussion sur la « Participation et l'accès des femmes aux médias et aux technologies de l'information et de la communication, et leur contribution et leur utilisation en tant qu'instrument de promotion et de renforcement du pouvoir des femmes », qui s'est tenue pendant la réunion de la Commission, a mis l'accent sur le rôle des TIC et des médias comme outils de développement et centraux au renforcement du pouvoir des femmes. Ces médias et TIC sont de plus en plus utilisés pour partager des connaissances, améliorer la participation de tous les membres de la société, augmenter la mise en réseau, donner une voix aux groupes marginalisés, organiser l'action politique, renforcer le pouvoir des populations, combattre la pauvreté et accélérer le développement économique. Outre la question de l'accès des femmes à ces médias et TIC, la discussion a traité des besoins en information des femmes et des contenus disponibles. Les participants ont demandé qu'une recherche soit réalisée sur les besoins en information des femmes et sur la production de contenu local en langue locale.

Dans les Conclusions adoptées par la Commission de la Condition de la Femme à l'occasion de sa quarante -septième session, il a été noté que « les médias et les TIC offrent des outils pour améliorer le plein accès des femmes aux avantages de l'information et des nouvelles technologies et peuvent devenir les outils principaux pour le renforcement du pouvoir des femmes et la promotion de l'égalité des sexes » (par. 2). L'une des actions qui sera entreprise sera de « renforcer les compétences des mécanismes nationaux de promotion de la femme, y compris par le biais de l'allocation de ressources appropriées et de la mise à disposition de savoir-faire techniques, afin que ces mécanismes soient à la pointe de la défense des médias, des TIC et de l'égalité des sexes, et de soutenir leur participation aux processus nationaux, régionaux et internationaux liés aux questions des médias et des TIC, et d'améliorer la coordination entre les ministères responsables des TIC, les mécanismes nationaux de promotion de la femme, le secteur privé et les ONG de défense de l'égalité des sexes au sein des pays » (par. 4 (x)).

La série de cinq ateliers prévus renforcera les compétences des mécanismes nationaux dans les pays participants afin de tirer un meilleur profit des nouvelles technologies de l'information et de la communication afin de créer et/ou renforcer les types de mise en réseau, d'échange d'information et de gestion des connaissances qui amélioreront leur efficacité dans les processus nationaux de planification et d'élaboration de politiques pour l'égalité des sexes. La création d'un réseau Internet des mécanismes nationaux améliorera l'efficacité des mécanismes nationaux au sein de chaque pays. Cet atelier sera un outil pour renforcer les compétences des mécanismes nationaux quant à la mise en œuvre de leurs mandats, par exemple, en soutenant leur travail en tant que défenseurs et catalyseurs de l'intégration du genre, et en soutenant la conception et l'utilisation d'une infrastructure d'information appropriée pour parvenir à l'égalité des sexes. Il améliorera également la mise en réseau et l'échange d'informations et des exemples de bonnes pratiques aux niveaux régional et sous-régional. Le développement d'un prototype de site Internet pour les mécanismes nationaux de promotion des femmes élargira les possij -22.5 -11.25 Tc5 TD S-II' l su41 Tw (ra l7pion de Tw (renforce3rs et)-) T7 121

d'information connexes.

L'atelier a pour objectifs de :

- f) Renforcer les compétences des mécanismes nationaux afin d'optimiser l'utilisation et les bénéfices de l'information, du savoir et des bonnes pratiques par le biais d'une utilisation plus efficace des TIC pour promouvoir l'égalité des sexes ;
- g) Développer des stratégies concernant l'utilisation des TIC pour la défense des intérêts, l'échange d'information et la production d'information pour parvenir à l'égalité des sexes ;
- h) Renforcer les compétences des mécanismes nationaux afin d'influencer la formulation et la mise en oeuvre au niveau national des politiques sur les TIC issues du SMSI ;
- i) Développer un réseau Internet des mécanismes nationaux des pays participants pour renforcer la coopération et l'échange d'information par la diffusion régulière d'informations sur les questions féminines et de genre, y compris par le biais des médias électroniques et de l'Internet.
- j) Sensibiliser les représentants des mécanismes nationaux, en particulier les gestionnaires d'information, à l'utilisation des TIC pour améliorer la coopération, la gestion des connaissances et l'échange d'information.

B. Résultats escomptés

L'atelier de formation aura pour résultats :

- L'identification de stratégies de développement des compétences institutionnelles d'utilisation des TIC ;
- La formation de représentants des mécanismes nationaux de quatorze pays sur les aspects importants et institutionnels de l'utilisation des TIC ;
- La formation de représentants de quatorze pays aux aspects techniques de l'utilisation des TIC ;
- La conception du prototype d'un site Internet pour les mécanismes nationaux ;
- Le développement d'un cadre de réseau Internet des mécanismes nationaux.
- La capacité pour les mécanismes nationaux d'influencer les politiques et processus nationaux sur les TIC à partir d'une perspective de genre.

Grâce à l'expérience acquise à l'occasion de cet atelier, les participants devraient ensuite pouvoir utiliser le réseau électronique de manière permanente pour partager leurs expériences et devenir les leaders de la promotion de l'égalité des sexes. Les résultats des cinq ateliers seront utilisés dans le cadre de l'organisation d'un grand atelier régional pour les représentants des mécanismes nationaux d'Afrique et d'Asie de l'Ouest et pour le développement d'un réseau électronique entre ces pays.

C. Lieu et Participants

Cet atelier de cinq jours aura lieu à la Commission économique pour l'Afrique (CEA) à Addis-

CEA. La réunion de vingt-huit représentants des mécanismes nationaux, quatorze spécialistes de l'information et quatre décideurs dans le domaine des TIC, se déroulera sur cinq jours. Pendant la dernière journée, on présentera en séance plénière les résultats des discussions de la réunion, les stratégies de développement de plans d'action afin d'incorporer les perspectives de genre dans les politiques de TIC et l'utilisation efficace des TIC dans le travail des mécanismes nationaux.

Les participants à la réunion de cinq jours se réuniront en séance plénière ainsi qu'en groupes de travail. De brèves présentations par pays seront faites en séance plénière sur les situations institutionnelles, la mise en réseau, la gestion des connaissances et l'utilisation des TIC actuelles. Ceci sera suivi d'un dialogue interactif animé par les consultants et personnes ressources afin d'identifier des priorités et de développer un cadre commun pour l'amélioration de la gestion des connaissances et de la défense des intérêts en utilisant les TIC, ainsi qu'un cadre pour la création d'un réseau électronique.

Les participants à la formation comprendront un spécialiste de l'information de chacun des mécanismes nationaux participants. Cette formation mettra l'accent sur l'utilisation des TIC pour la mise en réseau, la gestion des connaissances et l'échange d'information, ainsi que sur la formation en conception et mise à jour de sites Internet. Les participants discuteront le développement d'un prototype de site Internet pour les mécanismes nationaux.

E. Documentation

Les documents de travail de l'atelier comprendront les documents de référence pertinents, y compris les documents des Nations Unies, ainsi que le matériel de formation spécialement élaboré pour cet atelier. Les participants seront invités à fournir à l'avance des informations précises par le biais d'un questionnaire, et à faire de brèves présentations sur leur expérience nationale pendant la séance plénière

F. Budget

Le Bureau de Soutien et de Coordination du CES couvrira le coût de participation des représentants du Groupe de travail TIC des Nations Unies. La Division de la Promotion de la Femme fournira les fonds nécessaires pour couvrir l'ensemble des dépenses concernant l'organisation de l'atelier pour tous les autres participants. Ceci comprendra les frais de voyage et les indemnités journalières pour tous les participants invités, ainsi que pour les consultants et personnes-ressources.

G. Passeports et Visas

Les participants feront le nécessaire en ce qui concerne les passeports, visas et certificats de santé pour le voyage. Une note d'information sera envoyée aux participants pour les aider en ce qui concerne le voyage.

Prière d'adresser toute correspondance éventuelle à :

Anna Fälth Modersitzki
Section d'Analyse sexospécifique
Division de la Promotion de la Femme
Tél. : (917) 367-3124
Fax : (212) 963 3463
Courriel : modersitzki@un.org

Atsuko Okuda
Division des Services d'Information pour le Développement
Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
Tél. : 251-1-443507
Fax : 251-1-510512
Courriel : aokuda@uneca.org

Annexe 2 : Liste des participantes

Date last updated: 16 août 2006

BURUNDI

Mme Daphrose Ntwengawbabaye
Directrice du Département de la Promotion de la Femme
Bujumbura/ Burundi
BP 2690
Tel.: 257 228982
Tel. privé: 257 235475
Cell: 257 0856411/0915036
Fax.: 257 226901/ 257 224247
Email: ntwengadap@yahoo.fr

Mme Spès Caritas Barankariza
Chef de Cabinet au Ministère de l'Action Sociale et de la Promotion de la Femme
BP 2690 Bujumburo
Burundi
Tel.: 257 22 6901/222431/224247
Tel. privé: 257 25 1711
Cell: 257 986 324
Fax.: 257 226901/257 224247/257 216102
Email: scharity@2000.yahoo.fr

M. Joseph Butoyi
Chef du Service Traitement Statistique
Isteebu, B.P. 1156 Bujumbura
Burundi
Tel.: 257 227190/226729/222149
Tel. privé: 257 0935161
Cell: 257 0935 161
Fax.: 257 222635
Email: jbutoyi@yahoo.fr

M. Evode Ndayizigiye
Comité technique des TIC – Président
Bujumbura, Burundi
Tel: 00 257 22 33 91
Tel: 00 257 21 30 83/00 257 21 27 95
Cell: 00 257 996 324
Email: dirabp@cbinf.com; evnday@yahoo.fr

CAP VERT

M. Mario Marques
Technicien Supérieur de l'Institut de la Condition Féminine
Institut de la Condition Féminine
R. Candido des Reis N-32 C.P. 253
Praia – Cap Vert
Tel.: 238 261 6271
Tel. privé: 238 261 6520
Cell: 238 993 9555
Fax: 238 261 5263
Email: djonymarques@hotmail.com

Mme Talina Pereira Silva
Technicien Supérieur de Institut de la Condition Féminine
Institut de la Condition Féminine
R. Candido des Reis N-32 C.P. 253

Praia – Cap Vert
Tel.: 238 261 6271
Cell: 238 995 5777
Fax: 238 261 5263
Email: icf.praia@cvtelecom.cv

Mme Armandina Lima do Rosario
Nucleo operacional
Societode de iutormocou – Au Aniloar
Cabral, CP – 506
Ministerio de Finanous
Santiago - CV
T

9250 Telecom, Binza IPN
Kinshasa, Ngaliema
République Démocratique du Congo
Tel: 243 98 625504
Cell: 243 818911038
Email: belibuntadila@yahoo.fr

M. Lumbala Lalali
Directeur du Centre, National de Documentation et D'information sur La Famille
Ministère de la Condition Féminine et de la Famille
Rue Justice No 10/BIS/Kinshasa
O. Masina Sans Fil/Rep. Democr. Du Congo
Tel. privé: 243 81 68 94 119

Tel.: 241 05 09 23 64
Fax.: 241 766926
Email: cathyada@yahoo.fr

MADAGASCAR

Mme Raveloarisoa Noro Lalao
Chef de Service du Développement du Genre
Ministère de la Population, de la Protection Sociale et des Loisirs
Antananarivo, Madagascar
Tel: 261 20 22 032 02 685 23
Fax: 261 20 22 64823
Email: moraveloarisoa@yahoo.fr

Mme Loda Siti Mariesa
Chef de Service de la Valorisation du Statut de la Femme
Ministère de la Population de la Protection Sociale et des Loisirs
Antananrivo, Madagascar
Tel: 261 20 22 245 79
Tel: 261 20 22 032 04 701 89 (Portable)
Fax: 261 20 22 648 23
Email: Imariesa@yahoo.fr

Mme. Sasembo Julia Raymonde
Spécialiste en informatique
Ministère de la Population, de la Protection Sociale et des Loisirs
Antananarivo, Madagascar
Tel: 261 20 22 233 57
Tel: 261 20 22 033 11 917 53 (Portable)
Fax: 261 20 22 648 23
Email: raymodejulia@yahoo.fr

MAROC

M. Rachid El Aouej
Ingénieur d'Etat en informatique à Direction des Affaires Administratives et Générales,
Responsable du Service de l'Exploitation des données et de l'Informatique
31, Avenue Al Abtal 10000 Agdal
B.P. 8101 NU, Rabat, Maroc
Cell: 212 61 96 7339
Fax: 212 37 77 2197
Email: Rachid.aj@sefsas.gov.ma

Mme Soukaina Yabouri
Chargée de la mise à jour du site du Centre Marocain d'Information, de Documentation et de Etudes
sur la Femme (CMIDEF)
Villa 27 Avenue de la victoire Rabat, Maroc Tel.: 212 37 77 58 60
Cell: 212 60 95 45 87
Fax: 212 37 77 58 05
Email: ysoukaine@hotmail.com

RWANDA

M. Eliezer Twizeyimana
Informaticien au Ministère du Genre et de la Promotion Familiale
Ministère du Genre et de la Promotion Familiale
Tel: 250-577-543
Portable: 250-087-57-163
Email: twizeyeliezer@yahoo.fr

Mme Berthilde Mukamana
Professionnel en Renforcement des Capacités Economiques des Femmes
Ministère du Genre et de la Promotion Familiale
Tel: 250-577-543
Portable: 250-085-04-164
Fax: 250-577-543
Email: bermukamana@yahoo.fr

Mme Ziporah Muligo Mujawingoma
Chargée de l'Education et de la Formation au sein du Conseil National des Femmes
PB 3900 Kigali, Rwanda
Tel: 250-574-698/574-696
Tel. privé: 08500784/571565/512714
Portable: 08500784
Email: ziporah.2001@yahoo.com

SAO TOME & PRINCIPE

Mme Alda Vera Cruz Cunha
Présidente
Cabinet de Promotion de la Femme et de la Famille
Tel.: 239 90 64 23/224 797
Fax.: 239 227 472

Mme Cristina Maria Fernández Dias
Représentante du Cabinet de Promotion de la Femme et de la Famille

M. Eliseu Fernandes Daniel
Journaliste et Collaborateur du Cabinet de Promotion de la Femme pour les questions de genre
Tel.: 00239 221342/222875
Fax.: 00239 221973

TUNISIE

M. Driss MNAJJA
Chef de service Informatique
2 Rue d'Algérie 1001 Tunis
Tel.: 00216 71 336721
Cell. : 00216 98 288965
Fax: 00216 71 344 643
Email: servinfo.maffepa@laposte.net

Mme Samia Louaté
Administrateur au service Informatique
40 rue el Bahja Nouvelle Medina
Ben Arous, Code postal 2063
Tel.: 00216 98 901 186
Fax: 00216 71 344 643
Email: Sl.maffe@email.ali.tn

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, NEW YORK

Division pour la Promotion de la Femme, Département des affaires économiques et sociales

Mme Roselyn A. Odera
Chef; Section de l'analyse sexospécifique
Division pour la Promotion de la Femme
DC2-1244
Tel.: 917-367-4352
Fax: 212-963-3463

Mme Sharon J. Taylor
Spécialiste du programme, affaires sociales
Section de l'analyse sexospécifique
Division pour la Promotion de la Femme
DC2-1268
United Nations, New York, 10017, USA
Tel: 212-963-5226
Fax: 212-963-3463
E-mail: taylor@un.org

ECA

Mme Atsuko Okuda
Spécialiste du programme
DISD, UNECA, P.O. Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel.: 251 1 613034
Fax.: 251 1 510512
Email: aokuda@uneca.org

Mme Eskedar Nega
Spécialiste du programme, information
ECA/DISD
UNECA
P.O Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: 251 1 445315
Fax: 251 1 510512
Email: enega@uneca.org

M. Thierry Amoussougbo
Conseiller régional en TIC
ECA/DISD
UNECA
P.O. Box 3001
Tel: 251 1 44 30 53
Fax: 251 1 51 05 12
Email: tamoussougbo@uneca.org

M. Makane Faye
Conseiller régional principal/ITCA Manager
ECA/DISD
UNECA
P.O.Box 3001
Tel: 251 1 514534
Fax: 251 1 510512/515829
Email: mfaye@uneca.org

M.. Mohammed Timoulali
Conseiller régional sur les politiques TIC
ECA/DISD
UNECA
P.O. Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: 251 1 443620
Fax: 251 1 510512
Email: mtimoulali@uneca.org

WSIS

Dr. Mamadou Diallo Iam
Chef de la Mission de l'Informatique et des Nouvelles Technologies de l'Information (MINTI)
Ministère de la Communication et des Nouvelles Technologies de l'Information
BPE 5467
Bamako, Mali
Tel: (223) 2295418/2299421/2295418
Fax: (223) 229 94 13
Email Address: iam.diallo@minti.gov.ml

CONSULTANTS

M. Moussa Adama
BP 9003
Mali
Cell.: 644 10 46
Tel./Fax: 233 221 80 86
moussaadama@hotmail.com

Mme Nadia Taher
Tel.: 44 20 8450 2310
Email: ntaher87@aol.com

Mme Claudy Vouhé
Le Grand Lac, 16410
Garat, France
Tel.: 33 545 249710
Email: cvouhe@wanadoo.fr

Mme Fatimata Seye Sylla
Présidente
Bokk Jang – 2B1-SN
51-53 Bld Djily Mbaye
BP 21145/BP 22336
Dakar, Senegal
Tel.: 22 1 822 81 05/820 60 79 -
Fax.: 22 1 821 23 89/820 60 78
Email:
fsylla@gmail.com/fsylla@sentoo.sm

PERSONNE RESSOURCE

Mme Mina Tafnout
41, rue Oued Ziz, Appartement 9
Agdal, Rabat, Maroc
Tel. : 212 37 68 1102
Cell. : 212 614 800 79
Email: t_mina@mtds.com

Annexe 3 : Programme de l'atelier

Lundi 23

- 8.00 Inscriptions
- 8.30 Cérémonie d'ouverture
- Secrétaire Exécutif Adjoint, par intérim, de la Commission économique pour l'Afrique
 - Représentant de la Division des Services de l'Information pour le Développement ;
 - Représentante des N.U -Division Promotion de la Femme
- 9.30 Introduction à l'atelier
- Présentation de l'équipe de modération
 - Présentation des participant/es et leurs attentes
 - Logistiques et règles de vie
- 10.15 *Pause*
- 10.45 Objectifs et méthodologie de l'atelier
- 11.15 Présentation 1: Le rôle des mécanismes nationaux pour le Genre
- 12.45 *Déjeuner*
- 14.00 Travail de groupe 1: Identification des problématiques et des inégalités de genre dans les pays des participant/es
- 15.00 Restitution
- 16.00 *Pause*
- 16.30 Présentation 2: Genre et TIC : Problématiques et enjeux?
- 17.15 Discussion: Genre et TIC dans les pays des participant/es
- 17.45 Film :

14.00 Travail de groupe 5: Intégration du genre dans les politiques nationales des TIC (par pays)
15.00 Restitution
16.10 **Pause**
16.30 Travail de groupe 6 (pratique): Introduction à la recherche sur sites internet
18.00 **Clôture**

Jeudi 26

8.00 Présentation 5: Perspective genre dans des initiatives internationales
8.45 Discussion
9.30 Travail de groupe 7 : Intégration des TIC dans des programmes des mécanismes nationaux (par pays)
10.20 Pause
11.40 Restitution
12.30 Présentation 6: Le Centre Africain pour le Genre et le Développement CEA – Index africain genre: Un outil pour le suivi des politiques de genre ?

13.00 *Déjeuner*

15.00 Travail de groupe 8 (pratique): Développement d'un plan de site Internet pour les mécanismes nationaux (avec visites et critiques de sites existants)
16.30 *Pause*
17.00 *Suite*
18.00 *Clôture*

VENDREDI 27

8.00 Restitution du travail de groupe 8
9.00 Présentation 7 : Quand TIC riment avec politique ?

- Intégrer le genre dans le Sommet Mondial de la Société de l'Information: Intervention de M. Olivier Nana Nzepa, membre du bureau de Bamako et du WGIG)
- Intervention de M. Iam Diallo, Président du bureau de Bamako et Conseiller technique du Ministre de la Communication du Mali

9.45 *Pause*
10.15 Synthèse des journées précédentes et discussion
11.15 Le réseau (sub) régional + portail des mécanismes
11.30 Conclusion et évaluation
12.00 Clôture

Annexe 4 : Questionnaire

Introduction

A/ Quels sont les principaux objectifs du mécanisme national pour le genre dans votre pays ?

B/ Quels sont les principaux groupes (gouvernementaux et non-gouvernementaux) qui le composent ?

1. Collecte et gestion de l'information

- 1.1. Est-ce que le mécanisme a une stratégie de communication ? Expliquez
- 1.2. Quelle information sur le genre est collectée par le mécanisme national de façon régulière ?
- 1.3. Quels outils et mécanismes sont utilisés pour collecter cette information à différents niveaux ?
- 1.4. Quels sont les principaux problèmes liés à la collecte d'information ?
- 1.5. Comment est-ce que le mécanisme national traite, gère (par ex. en produisant des journaux, des rapports statistiques etc.) et diffuse l'information (via la radio par exemple) vers différents publics ?
- 1.6. Quels problèmes le mécanisme rencontre-t-il pour atteindre les différents publics ciblés ?
- 1.7. Est-ce que le mécanisme utilise Internet pour collecter et diffuser l'information ?
 - 1.7.1. Si oui, expliquez brièvement comment et avec quel niveau de satisfaction et efficacité
 - 1.7.2. Si non, pourquoi ?
- 1.8. Quelles informations le mécanisme aimerait-il trouver sur Internet ou à travers des réseaux électroniques, et quelles informations aimerait-il diffuser à travers ces ICT ?
- 1.9. Est-ce que vous vous servez personnellement d'Internet pour obtenir des informations sur les questions de genre ?
 - 1.9.1. Si oui, quelles informations cherchez-vous ?
 - 1.9.2. Quels sont les sites que vous fréquentez le plus ?

2. Inégalités et différences liées au genre dans l'accès et le contrôle des TIC dans votre pays

N'oubliez pas qu'il y a différentes TIC, des traditionnelles, des modernes. Aussi, essayez d'être précis-e dans vos réponses.

- 2.1. A votre connaissance, il y a-t-il des différences et des inégalités importantes dans la manière dont les femmes et les hommes, les filles et les garçons, utilisent et contrôlent les TIC dans votre pays ?

•-

•

- 3.3. Est-ce que votre mécanisme soutient des programmes/organisations qui travaillent sur le thème « genre et TIC » ?
- 3.4. Savez-vous ce qu'est le Sommet Mondial de la Société de l'Information ? Votre mécanisme national pour le genre est-il impliqué ?

4. TIC – capacité et infrastructures

4.1. Infrastructures techniques

4.1.1. Combien d'ordinateurs y a-t-il dans votre bureau et qui les utilise ?

4.1.2. Comment évaluez-vous l'efficacité de vos ordinateurs ?

4.1.3. Votre ordinateur dispose-t-il d'un lecteur de Cd-rom ?

4.1.4. Avez-vous accès à l'Internet ?

Annexe 5 : Le rôle des mécanismes nationaux

- Engagement explicite pour le genre
- Budget et ressources humaines pour des actions spécifiques et transversales

Annexe 6: Questions clefs pour intégrer le genre dans les politiques TIC²¹

1. Analyse du document de politique

Analyse du contexte national :

Il y a-t-il des données sur le genre²² (au delà du paragraphe 'alibi') qui concernent:

- Possession des TIC (de la radio à l'ordinateur) par les femmes et les hommes
- Utilisation (quantitative et qualitative) des TIC par les femmes et les hommes
- Accès aux TIC dans l'éducation (primaire, secondaire, tertiaire)
- Participation des femmes/hommes dans les formations pour les TIC (tous niveaux)
- Niveau de compétence en TIC des femmes/hommes
- Participation professionnelle (qualitative et quantitative) des femmes/hommes dans le développement des TIC
- Participation des femmes/hommes dans la gestion/prise de décisions autour des TIC
- Emplois (qualitatif et quantitatif) des femmes/hommes dans le secteur TIC?

Stratégies:

- La politique est-elle explicite sur son intention de réduire les inégalités de genre via les TIC, et de réduire la fracture numérique entre les femmes et les hommes ?
- Est

2. Recommandations/actions: Que peuvent faire les mécanismes nationaux?

- Identifier les failles relatives au genre dans le document et le processus de politique NTIC
- Proposer des secteurs prioritaires qui pourraient bénéficier plus aux femmes/filles
- Proposer des équipements et technologies qui ont plus de chances de bénéficier aux femmes/filles
- Suggérer des interlocuteurs – femmes et hommes - compétents en genre pour le dialogue des politiques
- Contribuer au développement d'indicateurs TIC qui intègrent le genre pour le suivi de la mise

Annexe 7 : Comment les mécanismes nationaux utilisent-ils les TIC...

-

La stratégie vise à informer sur les femmes rurales et la promotion du genre pour la région Océan Indien. Seront utilisées : des brochures (thèmes éducatifs), radio/TV (locales, nationales) pour la sensibilisation, animation/IEC, débat télévisé sur les questions genre tout publique et des cassettes. Servent aussi des affiches, téléphone fixe, t-shirt, courrier (poste). Ceci pour les populations rurales et urbaines. Pour diffuser auprès des structures décentralisées du ministère, la société civile et les RNDH, on utilisera des CDROM, site web, rapport et étude, bulletins semestriels de liaison, ordinateurs.

Maroc:

Pour communiquer avec le grand public: théâtre, t-shirt, pagnes, vidéo, TV/radio, séminaires, panneaux d'affichage, magazine/brochures et site internet.

Pour les départements ministériels, partenaires : bulletin/magazine/brochure, e-mail/site internet, téléphone/fax, base de données infos: traitement interne

RDC:

Dans le contexte, il est justifié d'utiliser les TIC classiques pour atteindre le grand public, voire les ONG et associations de femmes: radio - Jungle radio, TV privées et publiques, spots pub TV, courrier poste, cassettes audio, affiche/auto-collants, bulletin/magazine, brochures (ex: vulgarisation CEDEF), rapports, tee-shirts, dépliants, pagnes, séminaires, ateliers, théâtres et chansons. Les nouvelles TIC qui interviennent dans la collecte sont les télé-centres, sites internet, téléphone cellulaire, les SMS, vidéo, e-mail.-

**Annexe 8 : Plans d'action pour intégrer le genre dans les politiques nationales des TIC
(propositions par pays)**

PAYS	PLANS D' ACTIONS DES MECANISMES NATIONAUX POUR INTEGRER LE GENRE DANS LES POLITIQUES NATIONALES TIC
Mécanismes dont le pays a une politique TIC mais qui n'en connaissent pas (ou mal) le contenu	
Burundi	<p>Constat : pas de participation effective des acteurs du genre dans élaboration des documents TIC et objectifs genre mal définis.</p> <p>Propositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etat des lieux du genre, puis redéfinir objectifs • Demander engagement réel envers le genre • Mettre sur place une structure de coordination pour genre
Cap Vert	<p>Question : le budget TIC intègre t-il le genre ? Il y a-t-il un budget réservé pour la mise en oeuvre des projets ? De quelle façon les données existant permettront d'élaborer des projets genre dans divers secteurs ?</p> <p>Propositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etude sur différents types de TIC utilisées par différents groupes de femmes: urbaines, rurales handicapées, etc... • Faire connaître et sensibiliser sur liens genre/TIC, et concepts genre/TIC
Comores	<p>Questions : dans quelle mesure les politiques TIC ont-elles pris en compte les secteurs impliquant autant de femmes que d'hommes? Les femmes étaient-elles impliquées dans élaboration de la politique TIC ?</p> <p>Propositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> § Evaluer l'utilisation des TIC par les hommes et les femmes § Evaluer la situation de possession des TIC par les hommes et les femmes § Intégrer la dimension genre dans la politique TIC
Djibouti	<p>§ Statut : politique TIC existe mais pas développée. En pourparler, un projet financé par la World Bank pour relier les points focaux genre des ministères par réseau intragouvernemental. Aussi, projet de création d'un réseau internet aux associations oeuvrant pour la promotion de la femme</p> <p>Propositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> § Renforcer le bureau charge du genre au sein du ministère de la communication § Encourager les femmes à accéder aux sections techniques et technologiques § Faciliter l'accès à l'internet aux femmes (réduire le coût financier)
Gabon Tunisie	<p>D'abord, connaître les objectifs fixes par la politique des TIC et voir si les indicateurs sur le genre ont été pris en compte lors de l'élaboration de cette politique ? Le mécanisme national peut-il dialoguer avec les partenaires ayant développés cette politique ? Puis ...</p> <p>Propositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> § Renforcer les capacités des personnels des mécanismes à travers des formations en genre et TIC § Collecter des données sexo-spécifiques pour avoir une idée de la réalité § Accentuer la sensibilisation sur les liens entre genre/TIC et développement durable <p>Questions à se poser :</p> <ul style="list-style-type: none"> § Les 4C, quoi faire à ces niveaux ? § Quels sont les processus requis pour assurer le suivi et l'imputabilité et par le fait même, garantir les résultats ? § Comment envisager les facteurs, propre à chaque sexe qui pourraient modifier les possibilités d'atteindre les résultats ? § Faut-il prévoir un suivi précis pour le résultat ? <p>Propositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> § Les projets devraient être conçus de manière à recueillir des données ventilées selon le sexe § Inclure l'analyse genre comme outil de la conception des travaux de recherches afin de mieux comprendre les processus sociaux § Soutenir les efforts déployés dans la sphère politique et sur le terrain en faveur de la prise en compte du genre, en combattant le fossé entre théorie, politique et pratique, par l'apport d'infos accessibles et variées sur toutes les questions relatives à la notion genre/TIC

Mécanismes dont le pays n'a pas encore de politique TIC

Sao tomé	Propositions : § Plaidoyer auprès des décideurs chargés des TIC et de l'association des journalistes, et les partenaires au développement pour les amener à élaborer une politique nationale TIC en observant la dimension genre § Produire un guide pour les décideurs pour que la question ne soit pas évaporée § Réalisation d'une étude pour identifier la situation de la connaissance TIC dans le pays § Création d'une équipe multisectorielle pour élaborer la politique nationale TIC § Elaboration d'un projet pour la mise en place des activités mentionnées § Vérifier le budget prévu pour les TIC, comment mettre le genre ? § Motiver les responsables TIC pour collaborer avec le mécanisme § Définition de mécanisme national de coordination et suivie d'élaboration de cette politique TIC § Les décideurs doivent s'engager à soutenir pleinement la démocratisation des processus politiques TIC.
RDC	Propositions : § Présentation du rapport au MNG et transmission aux mécanismes chargés de la mise en oeuvre de la politique TIC (point presse et information) § Plaidoyer auprès de ces derniers pour accélérer le processus d'élaboration de la politique TIC en y intégrant également la dimension genre et pour la création d'une commission interministérielle <i>ad hoc</i> Restitution de l'atelier à l'intention des membres du CNF (institution publique et osc)

Mécanismes qui connaissent la politique TIC de leur pays

Madagas-

Constat: 1. La politique n'intègre pas le genre et 2. commissg0 (Madagas) Tg3g 0.75 re0.0985 Tc -0.05 re f BT 9

Ordre

Annexe 9 : Stratégies pour intégrer les TIC dans les programmes des mécanismes nationaux (Travail de groupe 7)

Pays

l'égalité

Etape: Analyse contexte

- pas de statistiques de base
- problèmes budgétaires
- constat de la méconnaissance des lois...
- motiver la révision des textes a l'égard de certains articles discriminatoires

§ Contrainte

- Barrières socio-culturelles
-

<p>Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> § Informer et sensibiliser les F & H sur leurs droits § Dégager les articles discriminatoires a l'égard des femmes § Pour influencer la révision des ces textes pour tenir compte du genre § Viser progressivement à lutter contre les stéréotypes préjudiciables aux femmes 	<ul style="list-style-type: none"> § Association (AFI, SOFEPA, CAFOB) § Media 	<p>gouvernements – recherche sur Internet, via réseau régional des mécanismes nationaux</p> <ul style="list-style-type: none"> § Radios privées donnent beaucoup de place au genre
<p>CAP VERT</p> <p>Initiative choisie – mise en œuvre</p> <p>PNIEF: Plan National pour l'égalité et l'équité de genre</p> <p>BUT :</p> <ul style="list-style-type: none"> § Promouvoir l'utilisation de cet instrument dans les diverses secteurs 	<ul style="list-style-type: none"> § Société civile § ONG § Institutions 	<ul style="list-style-type: none"> § Email § Conversation § Téléphone § Plaidoyer <ul style="list-style-type: none"> ○ Partenariat pour finance ○ Partenariat pour sensibilisation § Atelier § Réunion § Email § Téléphone § Institutions publiques <ul style="list-style-type: none"> ○ Atelier ○ Réunion ○ Téléphone ○ Email § ONG et société civile <ul style="list-style-type: none"> ○ Radio ○ Téléphone ○ Brochure ○ Bulletin § Campagne § G.C <ul style="list-style-type: none"> ○ Institutions publiques ○ Société civile ○ ONG § TIC <ul style="list-style-type: none"> ○ Atelier

		<ul style="list-style-type: none"> ○ T.V. ○ Radio ○ Téléphone ○ Web Page
--	--	--

GABON

Projet choisi : jeunes filles -mères économiquement faibles

- § Le programme consiste a venir en aide aux jeunes filles mères ne disposant pas de beaucoup de ressources et ayant au moins 1 enfant. Elles doivent avoir 25 ans au maximum.
- § Une prime leur est octroyée annuellement
- § Elles reçoivent des formations dans des centres payées par lemécanisme A la fin de la formation qui dure 2 ans, un paquet d'installation est donné aux meilleures pour leur permettre de se mettre à leur propre compte ... que les autres cherche un 1^{er} emploi

- § Des haltes garderies sont entrain de se construire afin d'accueillir les enfants de ces filles -mères le temps de leur formation

- § Ste civile (ONG, Associations)
- § Collectivités locales
- § Filles mères (cible)
- § Représentative nationale
- § Ministères :
 - Santé
 - Affaires sociales
 - Education
 - Communication
 - Planification
 - Formation prof.
- § Centres de formation
- § ONE
- § Partenaires au Développement (FICL, VEE) + FODEX, FAGA (organ. Gvt)

- § Le besoin d'un 1^e implication TIC dans ce projet est important. En effet il faut sensibiliser davantage les populations et certaines ONG qui pensent que ce programme d'aide encouragera a la longue, une multiplications des filles -mères.
- § Education des jeunes filles : dans quelles conditions avoir des enfants, pour ne pas inciter à sur-enfanter.

Les TIC seront utilisées pour :

- Collecte 7 constituer d'1 base de données
- Développement d'un site Web avec renforcement des capacités SVGP

u62.25

- Partenaires au Développement (FICL, VEE) 223.5 0a la longue, Partenaires au Développement

Stade de la mise en œuvre: vulgarisation à la radio et télévision

Problèmes

§ Les données sont collectées sur papier et saisi sur Excel. Le partage des données n'est pas efficace et la dissémination est manuelle

- § Vulgarisation à la radio
- § Le site du ministère de l'éducation et du genre
- § radios : dédie un programme par semaine aux associations genre
- § un programme en cours ou chaque école secondaire doit avoir 10 ordinateurs
- § formation sur comment générer son propre emploi
- § école pilote crée récemment : exclusivement pour les filles, se spécialise dans les sciences et techniques, une des meilleures écol

- centre écoute, gendarmerie et police
- ministère justice
- ONG oeuvrant dans le domaine de la femme

§ Finalité Base de données

- données statistiques.
- Taux de violence/région/ville
- Type de violence fréquente
- catégorie de femme violente
- age / fréquence

§ Formation continue par les agents E

SAO TOME

- § Sensibilisation au niveau national pour expliquer les objectives du centre à travers la TV et la radio
- § Porte à porte en milieu rural ou les programmes TV et radio n'arrive pas
- § Projection vidéo au niveau national des témoignages des victimes
- § Théâtre – sur la prévention de la violence
- § Divulgation de la loi de la famille, les conventions (CEDAW)... etc.
- § Faciliter les femmes urbaines l'accès a l'internet pour qu'elles puissent connaître

<ul style="list-style-type: none"> § Des points focaux genre dans les mairies et les préfectures § Les associations/ONG/la sécurité/le tribunal/les services médicaux/le cad 		<ul style="list-style-type: none"> § Sensibilisation : radio/tele § Signalement : téléphone § Stockage données : ordinateur § Traitement des cas : partenaires <p>SUIVI ET EVALUATION</p> <ul style="list-style-type: none"> § Création base de données § Mise à jour de la base des données § Publication : site Web
--	--	--

MADAGASCAR

PROGRAMME

§ Mise en place de mécanisme (PANAGED)

BUT

§ Promouvoir la culture du genre

§ Intégration du genre dans programme/projet

CIBLE

§ Parlement > comités

§ Ministères > cellule (FORMGED)

§ Société civile > points focaux

§ Région

TIC

§ Classique : Radio, Tele, posts

§ Moderne: ordinateur (sac sic – traitement)

MISE EN OEUVRE

§ M.E.P. mecanisme

§ Plaidoyer

§ Equipement

§ Renforcement capacités

§ Sensibilisation

○ genre

○ budget sensible au genre ex
FORMGED

§ TIC classiques améliorés

§ TIC modernes : PC puissant et accessoires a
tous les niveaux > renforcement capacité en
TIC

§ M.E.P. base de données

§ création sites

○ public

○ partenaires

§ création réseaux

○ national

○ international

§ Film (genre/droits/ violence)

○ s e e

<p>perspective fonctionnelle</p> <p>Mission d'évaluation et de suivi est prévue en décembre 2005</p> <ul style="list-style-type: none"> § Rédaction du rapport final § Méthodes TIC pour diffuser ces résultats 		<ul style="list-style-type: none"> § Sketch en langues locales (Thème : alphabétisation) <p>Décideurs politiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> § Journaux, Cd-rom § Bulletin d'information § Séance de restitution (table ronde) § jeunes filles et femmes <ul style="list-style-type: none"> ○ Radio ○ Micro-trottoir ○ Casette audio ○ Casette vidéo (film – reportage) § ONG <ul style="list-style-type: none"> ○ Sketch ○ Radio ○ TV
---	--	--

**Annexe 10: Propositions de sites Internet
(Travail de groupe 8)**

	www.ilesgenre.org	www.genreinfo.net	www.luttecpf.com	www.mecanismegenre.org
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> § divulguer et partager les informations genre pour les secteurs privés, public et société civile au niveau national et international § le site va faciliter la collaboration entre les secteurs privés, public, société civile et les partenaires internationaux <p>Pour les îles Cap Vert, Sao Tomé</p>	<ul style="list-style-type: none"> § diffuser les infos % Genre § collecter les informations sectorielles § échange avec les partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> § lutte contre la pauvreté de la femme § encouragement de la fille à embrasser les sciences et TIC a l'enseignement secondaire et universitaire § augmenter l'effectif des filles et femmes dans les domaines scientifiques 	??
Public visé	<p>En fonction des activités nous allons identifier notre public</p> <ul style="list-style-type: none"> § les autorités § les bailleurs/partenaires § les ONG/Associations § les Associations de Base Communautaire (ABC) § les femmes 	<ul style="list-style-type: none"> § décideurs politiques § ONG § communautés locales § religieux § partenaires au développement 	<p>Public visé:</p> <ul style="list-style-type: none"> § filles § partenaires <p>Identification public:</p> <ul style="list-style-type: none"> § choix de textes 	Partenaires financés par ...

Planification

- § un représentant de tous les secteurs y compris TIC
- § budget: x% budget du département communication
- § temps: 3 mois
- § taches:
 - représentants TIC = maquette
 - représentants tous secteurs = contenu

- § mise en place d'un

- e-mail
- site du gouvernement
- § marketing traditionnel:
 - journal
 - radio/TV
 - porte à porte
 - brochure
 - bulletin

Référencement:

- § nom du pays
- § genre
- § indicateur genre
- § thème

Fidélisation:

- § compteur pour numéroté les visiteurs

Mise à jour:

- § 1 mois par web master

- § TIC: classiques / modernes

Référencement:

- § choix des mots clé permettant d'identifier le site

Fidélisation:

- § mise à jour régulière des infos pertinentes
 - § offre de services intéressants
- Désigner un "Web master" qui s'occupe de la mise a jour

Promotion du site: ?

Référencement: ?

Fidélisation: ?

- § CUS
- Télécharger*
- § femme
- § enfant
- § famille

Outils TIC

- § formation: liens : Word, Excel, Access, Power point, messagerie électronique

- § logiciels : Acrobat Reader, Win Zip

- § Lgiciel libre

Forum de discussion

- par thème et par mois
- archives sur le thème mensuel retenu

- Contact us

- § langues :

- Prg
- Esp
- Fr
- Ag
- Ar

Base de données
noms des pays :∞

